

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2009-220

AVIS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 17 décembre 2009,
par M. Pierre LEQUILLER, député des Yvelines

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 17 décembre 2009, par M. Pierre LEQUILLER, député des Yvelines, des circonstances du contrôle routier et de la verbalisation de M. O.T., ressortissant tchèque, le 28 octobre 2009, au péage de Meaux, sur l'autoroute A4.

La Commission a entendu M. C., gendarme.

> LES FAITS

M. O.T. a été verbalisé pour défaut de port de la ceinture de sécurité par le gendarme C., le 28 octobre 2009, au péage de Meaux, sur l'autoroute A4.

Il fait état dans sa saisine de plusieurs griefs :

- il conteste la réalité de l'infraction ;
- il indique que le gendarme fumait une cigarette pendant le contrôle ;
- il se plaint de ce que le gendarme l'ait menacé de mettre son véhicule en fourrière s'il refusait de payer immédiatement sa contravention ;
- il précise que le gendarme aurait refusé de lui restituer sa pièce d'identité s'il refusait de signer le procès-verbal de contravention ;
- il prétend enfin que le gendarme a refusé de s'identifier lorsqu'il le lui a demandé.

M. O.T. a récupéré tous les documents qu'il avait présentés au gendarme C., il a réglé le montant de la contravention et a repris la route.

> AVIS

Concernant la contestation de contravention :

La Commission n'est pas compétente pour connaître de ce type de contentieux, qui relève des attributions du tribunal de police.

Concernant les griefs portant sur l'attitude du gendarme :

Le gendarme C. indique qu'il est possible que M. O.T. l'ait vu fumer avant qu'il ne vienne à sa rencontre. Ayant peu de souvenir de cette verbalisation, il ajoute qu'il aurait immédiatement éteint sa cigarette dès le début de son intervention.

Le grief concernant la menace de mise en fourrière du véhicule n'est en revanche pas contesté. Une telle procédure est légale, elle est prévue à l'article L.121-4 du code de la route : les personnes étrangères qui ont commis une infraction au code de la route et qui ne peuvent justifier d'un domicile ou d'un emploi en France doivent s'acquitter immédiatement du montant de la contravention. En cas de refus, le véhicule peut être immobilisé, puis éventuellement mis en fourrière après intervention du procureur de la République. Pour éviter tout problème d'incompréhension, il est fait mention de cette procédure sur le carnet de contravention en quatre langues, anglais, allemand, espagnol et italien.

Si M. O.T. a bien remis sa pièce d'identité à la demande de M. C., qui a ainsi pu renseigner le procès-verbal de contravention, le gendarme conteste avoir menacé de retenir ce document contre signature du procès-verbal. A l'appui de cette affirmation, il précise que le seul intérêt de la signature de M. O.T. est de formaliser qu'il s'est acquitté de la somme due, en l'occurrence 90 euros. En cas de refus de signer de la personne verbalisée, une mention est portée sur le procès-verbal, ce qui ne remet pas en cause la procédure.

La Commission constate enfin que le grief portant sur le refus du gendarme de s'identifier est sans fondement, dès lors que son nom, son grade et son escadron sont mentionnés sur la contravention qui a été remise à M. O.T. et qu'il a communiquée à la Commission dans sa saisine.

Au regard des explications fournies par le gendarme C., la Commission ne constate aucun manquement à la déontologie.

[> TRANSMISSIONS](#)

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission adresse cet avis pour information au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.

Adopté le 8 mars 2010.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS